

Boko Haram sur la défensive ?

Briefing Afrique de Crisis Group N°120

Dakar/Nairobi/Bruxelles, 4 mai 2016. Traduit de l'anglais

I. Synthèse

Depuis l'élection de son nouveau président, Muhammadu Buhari, le Nigéria s'est ressaisi et ses voisins le soutiennent de manière plus tangible, notamment en opposant une réponse militaire plus puissante à Boko Haram dans les zones rurales où le groupe jihadiste demeure puissant. D'autres partenaires internationaux contribuent à l'effort contre une insurrection qui a, depuis 2009, coûté la vie à des milliers de personnes, en a déplacé des millions et s'est étendue aux autres Etats du bassin du lac Tchad, dévastant au passage les économies locales et le commerce transfrontalier. Boko Haram semble être sur la défensive, mais il est pour l'heure peu probable que le mouvement, formé de segments dispersés à travers une vaste zone (l'état du Borno à lui seul fait 92 000 kilomètres carrés) et devenu expert en attaques terroristes, puisse être éliminé dans une bataille décisive. Les Etats du bassin du lac Tchad et leurs partenaires internationaux, qui se réuniront à Abuja le 14 mai 2016 lors d'un deuxième sommet régional, doivent mettre à profit leur nouvelle entente pour aller au-delà de la coopération militaire et définir une réponse locale et régionale plus complète, sans quoi Boko Haram ou des groupes similaires resteront une menace à long terme pour tout le bassin du lac Tchad.

En réponse à la contre-offensive régionale, Boko Haram s'est adapté aux nouvelles conditions, notamment en faisant usage de femmes et d'enfants pour commettre des attentats-suicides contre des cibles moins ou non-défendues, même s'il peut parfois encore lancer de plus grosses attaques. Il demeure difficile d'établir un schéma clair de l'évolution du groupe au cours des sept dernières années, tout comme des motivations de ses dirigeants et de ses troupes. De nombreux rapports, ainsi que quelques livres, sont disponibles mais la plupart se basent sur un nombre limité de sources directes, en plus des déclarations et sermons prononcés par les dirigeants du mouvement. Le Nigéria et ses alliés auraient tout intérêt à rassembler et utiliser de manière plus efficace les renseignements obtenus auprès des combattants capturés, sympathisants et habitants des zones occupées. Les récits livrés par d'anciens otages, des militants emprisonnés et des déserteurs pourraient contribuer à évaluer la menace persistante, à mettre au point une meilleure stratégie pour maîtriser l'insurrection et, de façon plus générale, à développer une nouvelle réflexion et des options politiques plus sophistiquées pour faire face aux attaques terroristes d'autres groupes extrémistes.

Le sommet d'Abuja représente une occasion unique pour le Nigéria, pour ses voisins du bassin du lac Tchad (le Cameroun, le Niger et le Tchad) et pour leurs partenaires internationaux, en particulier l'Union européenne (UE), les Etats-Unis, la

France et le Royaume-Uni, de trouver des solutions à des défis majeurs. Il s'agit entre autres de :

- ❑ faire face à une situation humanitaire désastreuse, et notamment venir en aide aux 2,8 millions de déplacés internes et réfugiés, particulièrement en tentant de limiter ou d'atténuer les conséquences à court et moyen termes pour les communautés locales des embargos militaires sur les circuits économiques censés approvisionner Boko Haram ;
- ❑ garantir un retour à l'Etat de droit et mettre fin aux tactiques contre-insurrectionnelles qui exacerbent le ressentiment parmi les civils, poussent les jeunes à rejoindre les groupes armés et contribuent à s'aliéner des communautés dont le soutien est essentiel pour combattre les insurgés, que ces tactiques soient orchestrées ou simplement appuyées par l'Etat ;
- ❑ libérer certains des détenus accusés d'avoir soutenu Boko Haram, incarcérés sur la base de ces seuls soupçons, et rejuger les individus condamnés à l'issue de procédures ne respectant pas les droits de la défense ;
- ❑ préparer des canaux pour la réhabilitation des combattants de base du mouvement, qui l'ont rejoint pour des raisons diverses et souvent non-idéologiques, tout en restant ouvert à un dialogue, public ou en coulisses, avec ceux des dirigeants de Boko Haram qui seraient prêts à accepter un compromis ;
- ❑ réduire l'utilisation, pour combattre les insurgés, de groupes d'autodéfense qui, s'ils ne sont pas bien gérés, peuvent représenter une menace à plus long terme ; et
- ❑ réinstaller une administration publique dans les zones périphériques marginalisées afin de leur fournir les services de base (sécurité, Etat de droit, éducation et santé) et de commencer à résoudre les problèmes qui ont poussé beaucoup d'habitants à rejoindre des mouvements tels que Boko Haram.

Ce briefing s'appuie sur le travail antérieur de Crisis Group sur le radicalisme islamiste violent au Nigéria, sur de récentes enquêtes de terrain dans ce pays, ainsi qu'au Cameroun, au Niger et au Tchad, et sur le rapport spécial de Crisis Group intitulé *Exploiter le chaos : l'Etat islamique et al-Qaeda (Exploiting Disorder: al-Qaeda and the Islamic State, la version complète est disponible en anglais)*, publié en mars 2016. Il inaugure une nouvelle série de publications analysant comment Boko Haram, qui était un petit mouvement de protestation dans le Nord-Est du Nigéria, s'est transformé en une menace régionale, et les réponses des Etats du bassin du lac Tchad et de leurs alliés.

II. Boko Haram, vaincu « sur le plan technique » ?

Le 24 décembre 2015, le président Buhari déclarait que « sur le plan technique » le Nigéria avait gagné la guerre contre Boko Haram.¹ Il est vrai que depuis plusieurs mois, ce groupe armé a lancé moins d'attaques, contre des cibles peu ou pas défendues, et que ces attaques ont été moins meurtrières. En décembre 2013 pourtant, des centaines de combattants de Boko Haram ont envahi la base de l'armée de l'air de Maiduguri, la capitale de l'état du Borno.² Aujourd'hui, le groupe déploie moins de combattants, ces derniers attaquent surtout des villages ou des camps de réfugiés, et privilégie de plus en plus des opérations terroristes, notamment les attentats-suicides. Son armada de véhicules tout-terrain est décimée, et bon nombre des véhicules blindés qu'il avait pris aux forces nigérianes ont été détruits ou récupérés.³ La dernière attaque du mouvement contre la capitale du Nigéria, Abuja, date d'octobre 2015. Le 27 mars de la même année, Boko Haram a perdu sa « capitale », Gwoza, dans le Sud-Est de l'état du Borno.⁴

Tandis qu'à partir de 2011 les insurgés étaient très actifs dans les autres états du Nord-Est nigérian, l'Adamawa, le Yobe et le Gombe, ils semblent maintenant se limiter au Nord-Est du Borno. En février 2016, un sénateur du Borno a créé la polémique en déclarant que Boko Haram pouvait encore opérer dans la moitié de l'état et contrôlait trois de ses 27 zones de gouvernement local (*Local Government Areas*, LGA).⁵ Ce qui paraît certain, c'est que le mouvement reste présent et opérationnel dans certaines zones rurales, où il dispose aussi de plusieurs bases permanentes, notamment dans la forêt de Sambisa, le long des frontières avec le Cameroun et le Niger et sur des îlots du lac Tchad, d'où il peut lancer des attaques, y compris contre certains Etats voisins.⁶

¹ « Nigeria Boko Haram: Militants 'technically defeated' – Buhari », BBC, 24 décembre 2015. Les sympathisants du mouvement ont tendance à ne pas utiliser le terme « Boko Haram » qu'ils jugent péjoratif. Ce terme a probablement été introduit par les militants d'Izala, un groupe salafiste non-violent qui souhaitait se distinguer et se moquer de groupes plus radicaux issus de leurs rangs. Boko Haram a connu plusieurs appellations, remplaçant son nom arabe formel, Jama'tu Ahlis Sunna Lida' awati wal-Jihad (littéralement, « le peuple engagé dans la propagation des enseignements du prophète et du jihad ») par celui de Province ouest-africaine de l'Etat islamique (Islamic State in West Africa Province, ISWAP), après son affiliation à l'Etat islamique (EI) en 2015. Certaines informations suggèrent que des entités du mouvement s'opposent à cette affiliation à l'EI, et n'acceptent donc peut-être pas ce nouveau nom. Sur les divisions au sein du mouvement, voir ci-dessous. Pour des raisons de clarté, et étant donné son usage courant, le terme « Boko Haram » est utilisé dans ce briefing.

² Pour plus d'informations sur Boko Haram, voir les rapports de Crisis Group N°213, *Curbing Violence in Nigeria (II): The Boko Haram Insurgency*, 3 avril 2014 ; et N°168, *Northern Nigeria: Background to Conflict*, 20 décembre 2010 (disponibles en anglais).

³ Le groupe possédait plus de 150 véhicules tout-terrain armés à Gwoza au début de l'année 2015. Courriel de Crisis Group, expert militaire, 10 mars 2016.

⁴ Le 7 mars 2015, Shekau a prêté allégeance au chef de l'EI, Abu Bakr al-Baghdadi. La zone contrôlée par Boko Haram devenait alors la Wilayat Gharb Afriqiya (province ouest-africaine) du califat de l'EI.

⁵ « Boko Haram controls half of Borno, says Senator Garbai », *Punch*, 7 février 2016. Les trois LGA en question étaient Abadam, Mobhar et Kala Balge, toutes frontalières du Niger ou du Cameroun. L'armée a annoncé avoir repris Kala Balge le 23 mars 2016.

⁶ « Boko Haram militants attack village in Adamawa », *Naij.com*, 17 février 2016 ; « Boko Haram raids Yobe state on horseback », *Naij.com*, 20 avril 2016. Depuis 2011, Boko Haram maintient des réseaux logistiques dans l'Extrême Nord du Cameroun, notamment à Kousséri. Entretiens de Crisis Group, forces de sécurité, autorités administratives, avocats et commerçants, Kousséri, mars 2016.

La portée de Boko Haram au Cameroun, au Niger et au Tchad semble avoir atteint un pic en 2014-2015. Les attaques au Tchad et au Niger paraissent en recul en ce début d'année 2016, et le groupe se concentre sur des attentats-suicides contre des garnisons militaires et des villages camerounais.⁷

Il faut également noter que Boko Haram diffuse beaucoup moins de déclarations et de vidéos depuis fin 2015. Aucune preuve de vie crédible de son chef, Abubakar Shekau, n'a été fournie depuis au moins un an.⁸ Une vidéo le montrant, diffusée le 24 mars 2016, aurait été trafiquée, selon plusieurs experts ; une autre, diffusée le 1^{er} avril, ne présentait que des militants affirmant qu'il était toujours leur chef, même si les combattants apparaissaient bien équipés, disposant de véhicules tout-terrain munis d'armes lourdes, y compris d'une pièce d'artillerie lourde.⁹

Boko Haram a tout au moins démontré qu'il demeure une véritable menace dans un affrontement asymétrique. En apparence sur la défensive, il n'est pas encore vaincu. A la mi-avril, il a lancé une attaque importante contre le 113^e bataillon de l'armée nigérienne à Kareto, au nord de l'état du Borno. Ses tactiques et son extension géographique rendent peu probable une défaite globale du groupe. Les attaques actuelles semblent moins relever d'une stratégie militaire que du besoin de dégager des ressources et d'envoyer un message violent prouvant sa survie. Elles ciblent de plus en plus des proies faciles, y compris de jeunes captifs, dont beaucoup sont transformés en « épouses » ou en enfants-soldats.

Dans sa quête désespérée et violente de ressources à piller, Boko Haram use de tactiques rappelant celles des guerres de la fin du dix-neuvième siècle dans la région du lac Tchad, quand les Etats assuraient leur survie (temporaire) grâce à des attaques et pillages de biens et de personnes.¹⁰ Elles ressemblent plus encore aux tactiques

⁷ Les premiers incidents au Niger ont été signalés en décembre 2014. Selon une source, un pic a été atteint en février 2015, avec 24 attaques signalées ; il y en a eu neuf en novembre et seulement trois en février 2016. « Niger-Diffa: Access, Insecurity and Internal displacement », Bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA), 10 mars 2016. Après s'être joint à la contre-offensive régionale en janvier 2015, le Tchad est devenu la cible d'attaques de type guérilla sur et autour du lac Tchad tout au long de l'année, ainsi que d'attentats-suicides à N'Djaména et dans d'autres localités en juin et juillet. Depuis janvier 2016, il n'y a plus que des petites opérations de guérilla dans le pays. Entretien de Crisis Group, expert en sécurité, N'Djaména, avril 2016. Mis à part l'enlèvement en 2013 d'otages occidentaux, la première attaque de Boko Haram au Cameroun date de mars 2014. C'est le pays qui a le plus souffert ces derniers mois ; les attaques ont fait 88 victimes en janvier 2016, 79 en février, 23 en mars et seize en avril. Rapport Afrique de Crisis Group N°229, *Cameroun : la menace du radicalisme religieux*, 3 septembre 2015, p. 17-20 ; et observations, Nord-Cameroun, mars 2016. Crisis Group prévoit de publier des briefings sur Boko Haram au Cameroun, au Niger et au Tchad au cours des mois à venir.

⁸ La polémique sur le sort de Shekau continue. Les autorités nigériennes ont longtemps affirmé qu'il a été tué en 2013 et remplacé par des imitateurs. Des soldats camerounais à Mabass ont signalé Shekau à Madagali, dans l'état de l'Adamawa, entre les 10 et 27 février 2016. Madagali se trouve juste à côté des villes de Mabass et Ldamang (Mayo Tsanaga), au Cameroun. Entretiens de Crisis Group, forces de sécurité, Mabass, Cameroun, mars 2016. Les spécialistes de Boko Haram sont divisés sur la question. Comparer ainsi Andrea Brigaglia, « Abubakar Shekau: The Boko Haram Leader Who Never Came 'Back from the Dead' », *Annual Review of Islam in Africa*, vol. 12, no. 1 (2013-2014) ; Jacob Zenn, « Boko Haram and the many faces of Abubakar Shekau », *African Arguments*, 30 septembre 2014 ; « Salkida: Shekau alive, still controlling Boko Haram », *The Cable* (Nigéria), 16 août 2015 ; et courriel de Crisis Group, chercheur spécialiste de Boko Haram, 14 avril 2016.

⁹ Courriels de Crisis Group, chercheurs et analyste spécialistes de Boko Haram, avril 2016.

¹⁰ Kyari Mohammed, *Borno in the Rabih Years, 1893-1901: the Rise and Crash of a Predatory State* (Maiduguri, 2006). Rabih Fadlallah était un seigneur de guerre et un marchand d'esclaves soudanais qui conquiert l'empire du Borno en 1883 et le dirigea jusqu'en 1900, quand il a été tué par les

actuelles à l'Armée de résistance du Seigneur (*Lord's Resistance Army, LRA*), une rébellion originaire de l'Ouganda, elle aussi née du rejet radical et religieux de la société et qui s'est muée en bande armée errante, qui survit en pillant biens et personnes.¹¹ Mais du fait de ses liens avec le jihad global, Boko Haram a saisi, contrairement à la LRA, le pouvoir particulier des attaques terroristes. Suivant en cela d'autres groupes jihadistes, tels que al-Qaeda au Maghreb islamique (AQMI), il ressemble de moins en moins à un groupe de guérilla lié à un territoire spécifique et paraît susceptible de se transformer en un mouvement terroriste de portée plus large.¹²

Dans un premier temps, les membres de Boko Haram ont attaqué des individus « stratégiques » (dignitaires locaux, fonctionnaires, chefs traditionnels, imams, commerçants qui refusaient de coopérer et déserteurs). Par la suite, ils ont fait usage d'une violence plus massive à l'encontre de certaines communautés, notamment celles qui ont formé des groupes d'autodéfense comme les *Civilian Joint Task Forces* (CJTF ; voir ci-dessous) au Nigéria ou les comités de vigilance, comme on les appelle au Cameroun et au Tchad. Leur colère semble désormais se diriger contre tous ceux qui ne les soutiennent pas, y compris les communautés dont ils ont perdu le contrôle. En agissant de la sorte, ils mettent sans doute un peu plus à mal le peu d'attrait qu'ils exercent encore auprès de certaines sections de la population locale.¹³

L'insurrection a eu des effets dévastateurs sur l'économie du bassin du lac Tchad, détruisant ou rendant inopérants les quelques services (et apports financiers) fournis par l'Etat et a forcé certains commerçants à fuir. Pour priver Boko Haram de ses bases financières, le Cameroun, le Niger, le Nigéria et le Tchad ont délibérément ciblé les activités économiques censées lui profiter via l'impôt, le racket ou la participation de ses membres à certains réseaux économiques. Les Etats ont imposé de multiples embargos, qui visent notamment les services de moto-taxis et les marchés dans les zones rurales, la vente d'essence, et le commerce de poisson, de piments, de bétail et de viande séchée. Certains de ces embargos ont été levés à la suite de plaintes de groupes de la société civile, mais les économies locales souffrent indéniablement.¹⁴

Sous la pression conjointe des armées de la région, Boko Haram a de plus en plus de mal à taxer des échanges commerciaux qui ont en grande partie disparu et peine à trouver des fournisseurs prêts à s'engager dans un commerce illicite risqué.¹⁵ Le produit des braquages de banques ou des rançons est soit épuisé soit devenu plus difficile à dépenser.¹⁶ Les raids ont remplacé les impôts auparavant exigés dans les

forces françaises. Les troupes de Rabih lançaient régulièrement des raids sur les campagnes environnantes pour piller et capturer des esclaves.

¹¹ Sur le caractère religieux de la LRA, voir Heike Behrend, *Alice Lakwena & the Holy Spirits: War in Northern Uganda 1986-97* (Oxford, 1999). Sur sa transformation ultérieure, voir les rapports Afrique de Crisis Group N°182, *The Lord's Resistance Army: End Game?*, 17 novembre 2011 ; et N°77, *Northern Uganda: Understanding and Solving the Conflict*, 14 avril 2004.

¹² Entretien de Crisis Group, expert militaire international, N'Djaména, Tchad, 27 avril 2016.

¹³ Courriels de Crisis Group, chercheur spécialiste de Boko Haram, 25 mars 2016.

¹⁴ Le commerce du poivron a repris en février 2016 dans le Sud-Est du Niger après une prise de position de la société civile. « Déclaration de la société civile nigérienne », Fondation Frantz Fanon, 20 mai 2015.

¹⁵ Boko Haram utiliserait de l'huile d'arachide comme carburant pour les motos. « Boko Haram, facing fuel shortages, makes its own: security sources, escapee », Agence France-Presse (AFP), 18 avril 2016.

¹⁶ Selon certaines estimations, Boko Haram aurait touché environ 11 millions de dollars pour la libération d'otages capturés lors de cinq attaques distinctes, en 2013-2014 dans l'Extrême Nord du Cameroun. Entretiens de Crisis Group, autorités administratives et municipales, négociateurs, journa-

villages, autre signe que ses sources de revenus s'étiolent, même si le mouvement contrôle peut-être encore les marchés dans certaines zones. Un article récent, citant des sources sécuritaires, suggérait que des militants s'étaient rendus parce qu'ils étaient affamés.¹⁷ Des images diffusées par l'armée nigérienne et montrant des militants présumés, tués ou capturés lors de combats, révèlent des corps amaigris. Mais le fait que Boko Haram perde ressources et combattants ne signifie pas pour autant que les gouvernements aient vraiment repris le contrôle.

Tandis que les Etats du bassin du lac Tchad poursuivent leur contre-offensive pour déloger Boko Haram et regagner accès aux zones occupées, de nouvelles recherches pourraient apporter un éclairage sur certains aspects du mouvement. Depuis l'assassinat de son fondateur Mohamed Yusuf pendant sa détention par la police en 2009, l'insaisissable Abubakar Shekau, qui fut l'un des adjoints de Yusuf, en est le dirigeant le mieux connu.

Un segment (ou une faction) connu du mouvement, Ansaru, a officiellement confirmé son existence en 2012. Ansaru s'est formé autour de radicaux nigériens associés à AQMI, et avait des liens avec Boko Haram, tout en cherchant à s'en distinguer. Reste à savoir si Ansaru a été complètement défait par les forces de sécurité, absorbé par Boko Haram ou s'est transformé et a survécu sous une autre forme. On ne connaît pas non plus l'ampleur des désaccords idéologiques au sein de l'organisation, notamment en ce qui concerne son affiliation à l'Etat islamique (EI).¹⁸ Dans les publications sur Boko Haram, les organigrammes sont hypothétiques, incluent de nombreux points d'interrogation et des cases vides. Les assauts ont probablement affaibli le cœur de son réseau, diminuant ainsi sa capacité à assurer obéissance et coordination, et le morcelant en unités plus petites et plus locales, rattachées à des zones et à des bases de ressources spécifiques.

Dans ses zones d'influence, Boko Haram a tenté de mettre en place une structure quasi-administrative, liant l'« imam » (Shekau) et son conseil (la Shura) à des émirs (locaux ou allogènes) chargés de prélever des contributions en hommes et en nature au sein des communautés locales. Dans certaines zones où sa domination a été la plus intense et durable, Boko Haram a tenté d'appliquer sa version de la Charia (loi islamique), censurant les tenues masculines et féminines, limitant la liberté de circulation des femmes et imposant enseignement religieux et prières.¹⁹ Certains estiment cependant que l'idée que Boko Haram puisse être une organisation très structurée est un malentendu basé sur des réflexes étatistes. Il ressemblerait bien plus à un ré-

listes, Yaoundé, Maroua, Mokolo, février-mars 2016. « Les contours de la libération des 27 otages enlevés par Boko Haram », *L'oeil du Sahel*, 16 octobre 2014 ; « Nigerian Islamists got 3.15 USD millions to free French hostages », Reuters, 26 avril 2013.

¹⁷ « Boko Haram: 76 starving members surrender to Nigerian military », *Newsweek*, 3 mars 2016.

¹⁸ En se basant sur le travail du chroniqueur nigérian Fulan Nasrullah (<https://fulansitrep.com>), l'analyste en contre-terrorisme Jacob Zenn estime que Boko Haram est en fait constitué de deux principales organisations actives qui coopèrent parfois : l'ISWAP de Shekau, le long du lac Tchad, sur la frontière avec le Niger et au centre de l'état du Borno, et l'Harakat-al-Mujahrin de Khaled al Barnawi, une branche d'Ansaru qui se veut anonyme, au Cameroun et le long de sa frontière. « Wilayat West Africa reboots for the Caliphate », www.isn.thz.ch, 15 septembre 2015. Les autorités nigériennes ont annoncé l'arrestation d'al Barnawi en avril 2016 dans l'Etat de Kogi, loin de la frontière camerounaise.

¹⁹ Entretien de Crisis Group, chercheur spécialiste de Boko Haram, Paris, 30 mars 2016 ; Adam Higazi, « A Conflict Analysis of Borno and Adamawa States, Northeastern Nigeria », rapport de visite de terrain non-publié, février 2016.

seau de réseaux.²⁰ Boko Haram, en se déployant dans les zones rurales et le long des frontières, aurait incorporé de plus petits réseaux préexistants (dont certains n'avaient pas d'objectifs religieux) de trafiquants et de bandits par exemple. Certains sont en passe de retourner à leurs occupations antérieures mais pourraient néanmoins être tentés de continuer à exploiter le nom et la notoriété de Boko Haram.

On aurait cependant tort de considérer que le mouvement est à bout de souffle. Depuis début 2016, le réseau qui se trouve le long de la frontière camerounaise a mené 35 tentatives d'attentats-suicides.²¹

III. La contre-offensive régionale

Boko Haram a été affaibli par une réponse militaire plus forte et plus coordonnée qui s'est mise en place à partir de 2015. La combinaison d'efforts régionaux et internationaux, qui se sont intensifiés avec l'élection du président Buhari, a contraint l'organisation jihadiste à adopter une attitude défensive.

Après des années d'inaction et une série de revers spectaculaires en 2013-2014, le prédécesseur de Buhari, Goodluck Jonathan, a tenté de reprendre la main à l'approche des élections de 2015. Au près de la Russie et de la Chine,²² entre autres, il a obtenu des formations et des armes et il a chargé une société militaire privée sud-africaine de former et de gérer une petite unité armée dans l'état du Borno entre décembre 2014 et mars 2015. Fait plus exceptionnel, les forces armées du Niger et du Tchad ont été autorisées à intervenir sur le territoire nigérian, autour du lac Tchad, en février-mars 2015. Boko Haram a ainsi pu être repoussé hors de certaines zones, parfois de façon définitive (Gwoza et Dikwa), d'autres fois de façon temporaire en l'absence d'un déploiement permanent (Gambaru et Abadam, qui se trouvent plus au nord, respectivement le long des frontières avec le Cameroun et le Niger). L'armée nigériane n'a pas suffisamment de ressources pour sécuriser tout le Nord-Est et ne peut pas non plus compter sur la police fédérale, peu efficace, pour l'aider à sécuriser les zones urbaines.

La réponse armée s'est encore renforcée depuis l'arrivée de Buhari à la présidence en mai 2015 même si, étant donnés les antécédents de l'armée au Nigéria, beaucoup demeurent sceptiques quant à la cohérence de la lutte contre Boko Haram. Originaire du Nord, Buhari est un général à la retraite, qui tire une certaine crédibilité de sa lutte passée contre la corruption et qui peut également s'appuyer sur son expérience de gouverneur militaire du Nord-Est (1975-1976). Il a ainsi pu remonter le moral et renforcer les capacités des forces armées nigérianes, très affectées par des années de mauvaise gestion, de corruption et de fraude à grande échelle. Plusieurs

²⁰ Entretien de Crisis Group, Yaoundé, 25 février 2016.

²¹ Dix-sept de ces attaques ont réussi. Entretien de Crisis Group, forces de sécurité, Maroua, mars 2016.

²² Dont certains Etats est-européens. Voir « Analysts Weigh Nigeria-Russia Arms Deal », *Voice of America*, 10 décembre 2014 ; « Nigeria reportedly takes delivery of 'Super Hinds' – Analysis », *FighterControl.co.uk*, 9 janvier 2015 ; « Musings on this week's deliveries of MRAPs, Armour and Combat Helicopters from China, Belarus and Russia », *Beegeagle's Blog*, (<https://beegeagle.wordpress.com>), 15 janvier 2015 ; « Nigeria receiving T-72s and other weap- ons from Czech Republic », *DefenceWeb*, 2 février 2015 et « Photo of Chinese-Built CS/VP3 "Bigfoot" MRAP Vehicle of Nigeria Army », *Defence Blog*, 26 août 2015.

décisions du président ont permis d'améliorer la réponse militaire : des remaniements importants au niveau du commandement, le transfert de la base opérationnelle d'Abuja vers Maiduguri, le déplacement des états-majors des forces tactiques vers le front et des progrès rapides en matière de logistique, du paiement des soldes, du soutien aérien, de rotation des troupes et de fourniture en matériel.²³ Afin de refléter cette approche plus agressive, l'action contre-insurrectionnelle du Nigéria a changé de nom, l'opération Lafiya Dole (La paix à tout prix) remplaçant l'opération Zaman Lafiya (Nous vivrons en paix).

Les forces armées ont adopté une posture offensive, prenant au dépourvu des insurgés plus habitués à affronter une armée démoralisée, généralement confinée dans des bases fixes.²⁴ Afin d'améliorer le moral et les capacités, le président a ordonné des enquêtes sur 300 sociétés et dignitaires, dont de hauts gradés en exercice et à la retraite, soupçonnés d'avoir joué un rôle dans la mauvaise gestion du budget de la défense. Certains ont été arrêtés et interrogés.²⁵

Un autre changement important vient de l'essor et du développement des groupes d'autodéfense CJTF. Créés et formés à Maiduguri par les autorités locales en 2013, ils ont joué un rôle important en repoussant l'insurrection hors de la ville. De nouvelles unités se sont constituées dans les zones rurales du Borno et dans les états voisins ; le Cameroun et le Tchad ont maintenant leurs propres comités de vigilance.²⁶ Ils sont soupçonnés d'avoir pris part à des exactions, notamment des exécutions extrajudiciaires et des viols, parfois en association avec les forces de sécurité.²⁷ Mais dans les zones rurales, ils ont fourni une expertise de terrain et des renseignements essentiels aux forces de sécurité et constitué, pour une partie des habitants qui auraient pu être tentés de rechercher une protection auprès de Boko Haram, une chance de renouer avec l'Etat.

La réponse plus convaincante du Nigéria et le déplacement de l'insurrection vers la zone transfrontalière expliquent en grande partie la mobilisation du Cameroun, du Niger et du Tchad, ainsi que des partenaires occidentaux. Dès 2012, la Commission du bassin du lac Tchad (CBLT) avait tenté de relancer la Force mixte multinationale (FMM), une opération régionale antibanditisme initiée en 1998, et qui avait échoué sous le poids des mauvais antécédents et des soupçons qui pesaient entre le

²³ « Buhari names new Service Chiefs, NSA », *Premium Times*, 13 juillet 2015 ; entretiens de Crisis Group, hauts-gradés de l'armée, Abuja, janvier et février 2016 ; lieutenant-général Tukur Buratai, conférence donnée au National Defence College, Abuja, 13 janvier 2016.

²⁴ Le Nigéria comme le Cameroun prévoient de renforcer leurs capacités militaires avec de nouveaux recrutements dans les forces de sécurité.

²⁵ « Nigeria targets 300 army officers, firms, in widening corruption probe », Reuters, 25 mars 2016 ; « Why Dasuki will remain in detention – Presidency », *Daily Post*, 29 mars 2016.

²⁶ Au Cameroun, les forces de sécurité et l'administration locale font l'éloge des comités de vigilance pour leur rôle dans la lutte contre Boko Haram. Entretiens de Crisis Group, autorités administratives, forces de sécurité et groupes d'autodéfense, Yaoundé, Maroua et Mora, mars 2016. Au Tchad, beaucoup de groupes d'autodéfense se sont formés à la demande des autorités à la suite des attentats-suicides de Baga Sola en octobre 2015. Dans les villages, ils ont organisé la fouille des visiteurs et protégé les marchés et les distributions de nourriture des organisations non-gouvernementales. Ils ne sont pas toujours munis d'armes à feu, et doivent souvent se contenter de lances, machettes ou encore de fouets. Entretien de Crisis Group, membre d'un groupe d'auto-défense, Andja (près de Baga Sola), Tchad, avril 2016.

²⁷ « Stars on their shoulders. Blood on their hands. War crimes committed by the Nigerian military », Amnesty International, 3 juin 2015 ; « Civilian JTF members caught on video torturing Boko Haram suspects », Sahara Reporters, 21 octobre 2015.

Nigéria et ses voisins, tout particulièrement le Cameroun.²⁸ Le Tchad et le Niger se sont cependant retirés de la FMM en 2013 et 2014 respectivement, et Boko Haram s'est emparé de son quartier général, près de la ville nigériane de Baga, sur les rives du lac Tchad, en janvier 2015.²⁹

La chute de Baga a servi de signal d'alarme. Face à la menace pesant sur ses routes commerciales vers la mer, le Tchad a envoyé deux colonnes, l'une passant par le Cameroun et l'autre par le Niger et soutenue par un contingent nigérien, pour combattre les insurgés au Nigéria.³⁰ Confronté à la montée des critiques concernant les dommages collatéraux, le coût humain et financier élevé de son intervention et à ce qu'il considérait comme un soutien régional et international insuffisant, ainsi qu'à une recrudescence des activités de Boko Haram sur son territoire, le Tchad s'est cependant vite retiré, non sans frustration. Il a depuis concentré la plupart de ses opérations sur ses propres îles et rivages du lac Tchad.

Buhari a su relancer une coopération régionale qui paraissait moribonde mi-2015 en prêtant particulièrement attention à ses voisins. La FMM s'est installée dans un quartier général agrandi à N'Djaména, sous la direction d'un général nigérien officiellement en charge de toutes les opérations dans le bassin du lac Tchad. En réalité, il n'y a pas eu d'intégration des forces : la FMM a un rôle de coordinateur, et les contingents nationaux qui portent l'écusson de la force conjointe opèrent avant tout dans leur propre pays et rendent compte à leur propre capitale.³¹ Mais la FMM permet une certaine coordination opérationnelle transfrontalière, et aide à « effacer un peu les frontières » tout en apaisant les craintes liées aux questions de souveraineté nationale.³²

Non sans difficulté, la FMM coordonne aussi les renseignements et assure un certain degré de planification conjointe.³³ Comme beaucoup d'autres organisations

²⁸ Les Etats membres de la CBLT, créée pour gérer les ressources du lac Tchad, sont le Cameroun, le Niger, le Nigéria et le Tchad, ainsi que la République centrafricaine et la Libye. Le Bénin, voisin occidental du Nigéria, s'est également engagé à fournir 800 soldats à la FMM tout comme les membres de la CBLT en mai 2014. En mars 2016, un communiqué de la FMM annonçait que le Bénin avait déjà déployé 150 soldats « chargés de maintenir les casernes, d'escorter et d'assurer la sécurité des opérations humanitaires, et de protéger des personnalités. » « Boko Haram: Benin Republic to deploy 150 military troops to MNJTF », *thepost-ng.com*, 15 mars 2016.

²⁹ « Stars on their shoulders », *op. cit.*, p. 12.

³⁰ « Chad troops enter Nigerian town in pursuit of Boko Haram », Reuters, 3 février 2015. Le Tchad aurait envoyé 400 véhicules et 2 000 soldats au Cameroun en janvier et au Nigéria en février 2015. Entretien d'un analyste Crisis Group dans ses précédentes fonctions, acteur sécuritaire, N'Djaména, février 2015. L'autre contingent est entré au Nigéria à partir du Niger en mars 2015.

³¹ Entretien de Crisis Group, responsables internationaux de sécurité, N'Djaména, avril 2016.

³² Entretien de Crisis Group, membre de la FMM, N'Djaména, novembre 2015.

³³ Entretiens de Crisis Group, responsables internationaux de sécurité, officiers de la FMM, N'Djaména, novembre 2015 et avril 2016 ; officiers de la FMM, Mora, Cameroun, mars 2016. « Failure to share data hampers war on Boko Haram in Africa », *The New York Times*, 23 avril 2016. Pour ses communications internes, Boko Haram a utilisé des téléphones portables. Il y a quelques années le Nigéria a fait bloquer le réseau dans le Nord-Est ; il fait maintenant pression pour que tous les acquéreurs de cartes SIM soient identifiés. (En 2015, le Nigéria a condamné l'opérateur sud-africain MTN à une amende de 5,2 milliards de dollars pour avoir échoué à fournir l'identité de 5,2 millions d'utilisateurs. Cette amende fait actuellement l'objet de négociations auxquelles participent les autorités sud-africaines. A la suite du blocage du réseau, les membres de Boko Haram et d'autres groupes se déplaçaient vers l'est pour utiliser le réseau camerounais. Au cours de l'offensive actuelle, l'armée a saisi de nombreux téléphones portables, ainsi que des ordinateurs portables alimentés par des panneaux solaires. Les autorités nigérianes disent avoir utilisé des téléphones portables ainsi saisis

régionales africaines, elle sert aussi de réceptacle et de point de coordination de l'aide technique et financière internationale. Plusieurs partenaires bilatéraux et multilatéraux fournissent des fonds et détachent des officiers auprès de la cellule de renseignements (Cellule de coopération et de liaison, CCL), un soutien qui n'aurait peut-être pas été fourni au niveau bilatéral.³⁴

L'aide occidentale, particulièrement celle de la France et des Etats-Unis, mais aussi du Royaume-Uni et d'autres alliés, avait déjà commencé à atteindre les trois voisins du Nigéria sous la forme d'entraînements, d'équipements et de renseignements, notamment collectés par les drones américains qui survolent le Nord du Cameroun. Le programme réformateur de Buhari a aussi permis à l'Occident, notamment aux Etats-Unis, de fournir ou promettre un plus grand soutien au Nigéria.³⁵

IV. Comprendre la capacité de résistance de Boko Haram

Même sur la défensive, Boko Haram sera difficilement vaincu car il prend racine dans les graves problèmes structurels du Nigéria. Parmi ces facteurs-clés, on peut citer : la démoralisation produite par une corruption massive, liée à la richesse pétrolière ; des problèmes chroniques de mauvaise gestion ; des inégalités croissantes entre régions, avec des taux de natalité et de pauvreté particulièrement élevés et un niveau d'éducation formelle extrêmement faible dans le Nord-Est ; l'instrumentalisation de la Charia par les élites du Nord dans un contexte de démocratisation soudaine ; et un fédéralisme dysfonctionnel.³⁶ Le changement climatique est probablement aussi un facteur-clé bien que, contrairement à la croyance populaire, la surface du lac Tchad n'ait pas diminué ces dernières années.³⁷ L'installation de l'insurrection dans le Nord-Est doit beaucoup à l'attrait qu'exerce Yusuf sur sa région et sa communauté ethnique d'origine, les Kanuri. La région offre aussi un terrain propice à l'insurrection ; ses longues frontières internationales ont permis à Boko Haram de trouver refuge, de développer des réseaux de soutien et de s'approvisionner en armes dans le bassin du lac Tchad, une zone où les frontières sont poreuses et qui comprend des régions périphériques et marginales dans leurs Etats respectifs.

pour localiser d'autres membres. Les agences de renseignements occidentales espionnent également ces communications. Il est difficile d'établir la quantité de données partagée avec les alliés locaux. Entretiens de Crisis Group, Cameroun, Nigéria, Tchad, Washington, 2015-2016.

³⁴ L'UE est ainsi sur le point de verser des fonds à l'Union africaine (UA) pour la FMM. Elle considère que la FMM n'est pas organisée de façon appropriée pour recevoir ces fonds directement. L'UA utilisera ces fonds pour fournir une assistance en nature. Ce soutien de l'UE aurait été impossible si la FMM n'avait pas eu un commandement conjoint. Certains représentants des Etats du bassin du lac Tchad ont cependant exprimé des soupçons et une certaine frustration face à la lenteur des réactions et aux chaînes de commandement plus longues. Entretiens de Crisis Group, diplomates, Paris, mars 2016 ; haut-fonctionnaire international, Addis Abeba, avril 2016.

³⁵ Entretien de Crisis Group, diplomates, Abuja, février 2016.

³⁶ Rapport de Crisis Group, *Northern Nigeria: Background to Conflict*, op. cit. Parmi les livres disponibles, voir notamment Marc-Antoine Pérouse de Montclos (dir.), *Boko Haram. Islamism, Politics, Security and the State in Nigeria* (Ibadan, 2014).

³⁷ Ayo Obe, « Environmental Degradation, Climate Change and Conflict: The Lake Chad Basin Area », Crisis Group, *The Future of Conflict*, 27 octobre 2015, <https://medium.com/the-future-of-conflict/environmental-degradation-climate-change-and-conflict-the-lake-chad-basin-area-6aec2bd9fa25#.ioyvtx95t>.

Mais un autre facteur explique les origines et le maintien de l'insurrection : une longue histoire de violence au Nigéria, particulièrement dans le Nord-Est. Globalement, les groupes jihadistes émergent ou se renforcent pendant des conflits au moins autant qu'ils les initient.³⁸ Quand Boko Haram a pris racine et s'est développé, le Nord-Est du Nigéria, et plus largement la zone du bassin du lac Tchad, n'étaient pas le théâtre de conflits armés de grande échelle, mais une violence structurelle diffuse et quotidienne existait. Les vols de bétail, le banditisme, l'autodéfense, la protection armée nécessaire à une économie illicite dynamique et les abus commis par les agents de l'Etat étaient répandus et interconnectés.³⁹ Les échanges commerciaux, et la protection mobile qui leur est nécessaire, étaient traditionnellement plus importants que les activités de production, et la libéralisation économique des années 1990 n'y a rien changé. Pour la région, le défi structurel majeur est donc de dénouer les liens entre richesses et violence. Une nouvelle étude réalisée auprès d'anciens combattants de Boko Haram rapporte ainsi que « la moitié d'entre eux affirmaient que leurs communautés avaient soutenu Boko Haram à un moment ou à un autre dans l'espoir que cela apporterait un changement politique ». Le manque de légitimité de l'Etat est au cœur du problème.⁴⁰

Ce défi s'est accentué sous les effets d'une campagne contre-insurrectionnelle qui s'est peu préoccupée du risque qu'elle portait de nourrir l'insurrection. La répression militaire brutale de l'été 2009 à Maiduguri, l'exécution extrajudiciaire de Yusuf alors qu'il était en garde à vue et les tentatives de répression violente du mouvement n'ont fait qu'aggraver les choses. Les promesses répétées des Etats impliqués de respecter le droit de la guerre ont été suivies d'effets minimaux ; les rapports d'associations de défense des droits humains continuent de recenser des abus nombreux.⁴¹ Un expert des droits humains estimait que, dans la région, les forces de sécurité représentaient un plus grand danger pour les habitants que Boko Haram.⁴² Même les comptes rendus des forces de sécurité sont troublants. Comment, par exemple, l'armée nigériane a-t-elle pu établir avec certitude que les 58 personnes tuées le 21 mars 2016 dans le village de Musari étaient des insurgés alors qu'elle n'a trouvé que deux grenades après l'attaque ?⁴³

Ce contexte explique en partie la capacité de Boko Haram à pénétrer les zones rurales, une question essentielle mais peu étudiée. Il a mis les populations rurales face à une fausse alternative. D'un côté, un Etat surtout connu pour ses promesses de développement non tenues, les taxes, saisies et prédatons de ses agents, dont beaucoup ne parlent pas les langues locales, et de leurs alliés locaux (chefs traditionnels et représentants du gouvernement). De l'autre côté, des militants dotés de bâtons

³⁸ Rapport spécial de Crisis Group, *Exploiter le chaos : l'Etat islamique et al-Qaeda*, 14 mars 2016, (version complète disponible en anglais).

³⁹ Voir Janet Roitman, *Fiscal Disobedience: An Anthropology of Economic Regulation in Central Africa* (Princeton, 2004) ; Issa Saïbou, *Les coupeurs de route : Histoire du banditisme rural et transfrontalier dans le bassin du lac Tchad* (Paris, 2011) ; Marielle Debos, *Le métier des armes au Tchad. Le gouvernement d'entre-guerres* (Paris, 2013).

⁴⁰ « Motivations and empty promises. Voices of former Boko Haram combatants and Nigerian youth », Mercy Corps, avril 2016, p. 14.

⁴¹ « Stars on their shoulders », op. cit. ; « Human rights under fire: Attacks and violations in Cameroon's struggle with Boko Haram », Amnesty International, septembre 2015.

⁴² Entretien de Crisis Group, Dakar, 21 avril 2016.

⁴³ « Nigerian troops kill 58 Boko Haram insurgents, cut terrorists' logistics – Army », *Premium Times*, 22 mars 2016.

mais aussi de carottes : l'accès à une arme à feu, de l'argent, une moto, une protection pour faire du commerce (ou la menace de sa disparition), des promesses de pillage ou de mariage, la possibilité de se venger des abus de l'Etat et une justification morale formulée au moyen d'un discours religieux accessible. Au-delà des individus, Boko Haram a également fourni des perspectives aux communautés. Le long du lac Tchad, par exemple, certains segments significatifs des communautés de pêcheurs Buduma se sont ralliés à sa cause pour contrer la domination économique des commerçants Hausa.⁴⁴

Il est également probable que Boko Haram ait représenté une occasion pour certains jeunes ruraux de gagner en autonomie dans un système social patriarcal et sclérosé qui leur donnait peu et retardait leur accès au mariage et au statut d'adulte. Le mouvement a capturé beaucoup de femmes. Des viols, notamment de femmes chrétiennes, ont été rapportés. Il semble que beaucoup de captives aient été victimes de mariages forcés, et donc de viols conjugaux.⁴⁵ Selon plusieurs sources, les combattants passaient une grande partie de leur temps de repos à parler mariages.⁴⁶ Cet accès facile à des épouses, forcées ou non, que Boko Haram donne à ses jeunes militants, un aspect observé au sein d'autres mouvements musulmans réformistes en Afrique de l'Ouest, a probablement été un facteur d'attraction majeur pour l'insurrection.⁴⁷

L'analyse de l'expérience des femmes membres de Boko Haram s'est naturellement souvent focalisée sur le sort des captives, adultes ou enfants, utilisées dans les attentats-suicides. Il ne faut cependant pas exclure la possibilité que certaines femmes aient espéré trouver auprès de Boko Haram une forme d'émancipation, comme on a pu le voir avec d'autres mouvements islamiques radicaux. Selon une étude récente, certaines femmes, les plus jeunes en particulier, estiment que le groupe offre des « occasions uniques », notamment un accès à une éducation islamique et une forme de pouvoir social.⁴⁸ De façon générale, la relation de nombreux civils au mouvement a certainement été plus variée qu'il n'est communément admis, combinant crainte et espoir de manière complexe, chaque membre le rejoignant pour des raisons diverses. Cette complexité doit être perçue et prise en compte pour pouvoir espérer affaiblir durablement Boko Haram.

V. Des incertitudes demeurent

Le rapport de forces militaire est actuellement en faveur des Etats du bassin du lac Tchad, et il paraît peu probable que Boko Haram puisse s'imposer dans une large enclave territoriale à la manière de l'EI en Irak et en Syrie. Un certain nombre d'incertitudes continuent cependant de menacer l'Extrême Nord du Nigéria et les Etats voisins à court et à long terme et doivent donc être considérées et surveillées de près.

⁴⁴ Christian Seignobos, « Boko Haram et le lac Tchad. Extension ou sanctuarisation? », *Afrique contemporaine*, no. 255 (2016).

⁴⁵ Voir « 'Those terrible weeks in their camp'. Boko Haram violence against women and girls in Northeast Nigeria », Human Rights Watch, octobre 2014. Ce rapport s'appuie presque exclusivement sur les cas des otages chrétiennes. Il note la possibilité que les viols aient été sous-déclarés.

⁴⁶ Entretiens de Crisis Group, réfugiés (hommes) et ancienne otage de Boko Haram, Minawao et Yaoundé, mars-avril 2016.

⁴⁷ Ibid. Entretien de Crisis Group, chercheur spécialiste de Boko Haram, Paris, 29 mars 2016.

⁴⁸ « Motivations and empty promises », op. cit., p. 15 ; « Strategy of terror: the suicide bombing girls of Boko Haram », *Der Spiegel*, 29 avril 2016.

Tout d'abord, Boko Haram est en train de s'adapter à ses défaites militaires. Grâce à son organisation en réseaux, il a peu de chances de s'effondrer et est bien équipé pour survivre sous la forme d'une structure aux maillons lâchement coordonnés. Certains bastions, tels que les îlots du lac Tchad ou les monts Mandara, peuvent offrir un refuge durable à ses opérations de guérilla. D'autres militants pourraient être tentés d'abandonner le modèle de la guérilla pour une structure plus légère avec une sphère d'influence plus grande et une concentration sur des actes terroristes. Certains s'installeront peut-être dans de nouvelles zones. Si Boko Haram a trouvé ses premiers et principaux soutiens auprès des Kanuri, le groupe ethnique dominant dans l'état du Borno et les zones alentours (et la communauté de Yusuf et de Shekau), il a également su étendre son emprise au-delà.⁴⁹ La violence quotidienne liée au banditisme et au vol de bétail, très répandue dans tout le Nord du Nigéria, pourrait permettre d'ouvrir de nouveaux fronts.⁵⁰

Une autre incertitude touche à la capacité de Boko Haram de nouer des liens avec d'autres mouvements jihadistes. On sait depuis longtemps que des liens existent, notamment avec AQMI par le biais d'anciens membres d'Ansaru.⁵¹ Plusieurs sources ont signalé la présence d'Arabes maghrébins dans les rangs de Boko Haram, et Shekau a prêté allégeance en mars 2015 au dirigeant de l'EI, Abu Bakr al-Baghdadi. Des responsables américains ont récemment affirmé que les liens entre l'EI et Boko Haram s'étaient renforcés, mais les preuves restent minces pour l'instant.⁵² Les articles sur le Nigéria dans le magazine de l'EI, *Dabiq*, sont de piètre qualité, contrairement à ceux qui traitent des fronts où l'EI est clairement présent. A l'exception de l'attaque du 27 novembre 2015 contre un rassemblement chiite près de Kano, les cibles récentes de Boko Haram semblent avoir été moins larges.

La capacité du Nigéria à tirer profit des faiblesses actuelles de Boko Haram constitue une autre incertitude, surtout à un moment où les cours du pétrole et du naira sont en chute. L'état des forces des pays voisins n'est pas connu non plus. Chacun est fragile à sa manière. Le Cameroun doit faire face à une délicate succession présiden-

⁴⁹ Kabiru Umar, condamné pour avoir orchestré l'attentat de Noël 2011 contre l'église catholique de Sainte Thérèse à Madalla, dans l'état du Niger, qui a tué au moins 44 personnes, est originaire de Gagi Village, dans l'état de Sokoto. Aminu Sadiq Ogwuche, arrêté pour sa responsabilité présumée dans l'attaque contre la station routière de Nyanya, à Abuja, dans laquelle 130 personnes ont été tuées, vient d'Orokam, dans l'état de Benue.

⁵⁰ Dans ce qui apparaît comme une tentative de manipulation de l'opinion publique, certaines sources ont rejeté la responsabilité des récents affrontements violents entre des fermiers et des gardiens de troupeau peuls dans le Nord du Nigéria sur Boko Haram. Il est cependant possible que la montée de la violence ait un effet Pygmalion. « B/Haram attacking Nigerians under guise of herders/farmers' feud – Dambazau », *Daily Trust*, 15 avril 2016. Courriel de Crisis Group, chercheur spécialiste de Boko Haram et du pastoralisme peul, 27 avril 2016.

⁵¹ En octobre 2014, des troupes françaises ont arrêté au Niger un membre haut placé de al-Mourabitoune, une organisation jihadiste liée à AQMI, alors qu'il retournait au Nigéria donner une formation en communication à Boko Haram. Entretien de Crisis Group, responsable nigérien de la sécurité, Niamey, novembre 2014. Rapport de Crisis Group, *Curbing Violence in Nigeria (II)*, op. cit., p. 23-26.

⁵² « Boko Haram and ISIS are collaborating more: US military », *The New York Times*, 21 avril 2016 ; voir aussi Jacob Zenn, « Nigerian al-Qaedaism », *Current Trends in Islamist Ideology*, 2014. Pour une analyse critique de la thèse de Zenn sur les liens globaux de Boko Haram, voir Abdul Raufu Mustapha, « Understanding Boko Haram », in Abdul Raufu Mustapha (dir.), *Sects & Social Disorder in Muslim Identities & Conflict in Northern Nigeria* (Oxford, 2014), p. 148. Des sources militaires affirment que les preuves d'une collaboration sont très minces. Courriel de Crisis Group, expert militaire, 10 mars 2016 ; entretiens, ancien otage de Boko Haram, Yaoundé, Cameroun, avril 2016 ; expert militaire, N'Djaména, Tchad, 27 avril 2016.

tielle en 2018, ainsi qu'à des tensions au sein de l'appareil sécuritaire et au sentiment de marginalisation d'une large population (non-exclusivement) musulmane dans la région septentrionale. Le Niger connaît également des tensions, alors qu'il se remet tout juste d'une élection présidentielle controversée, avec des problèmes budgétaires, une criminalisation partielle de l'Etat due à des trafics illicites et une armée qui se mêle de politique.⁵³ Le Tchad est également fragile, avec une longue histoire de rébellions armées, un Etat contrôlé par une armée tribale pleine d'hommes de guerre ambitieux, encore sous le choc de la chute des prix du pétrole et à peine remis de l'élection controversée du président Idriss Déby, au pouvoir depuis 1990, à un cinquième mandat.⁵⁴ De telles fragilités peuvent, de manière variée, offrir un terrain propice à une extension ou à des mutations plus locales de Boko Haram, ou à l'émergence d'autres acteurs violents, jihadistes ou non.

VI. Un coût humain croissant

Les conséquences humanitaires du conflit sont immenses. Il n'existe pas de bilan humain fiable, signe de la faiblesse des Etats de la région et de la société civile locale, renforcée par la situation sécuritaire. Un panel d'experts américain, le Council on Foreign Relations, estime que Boko Haram et les forces de sécurité ont tué 28 000 personnes depuis 2011 rien qu'au Nigéria, mais le bilan pourrait être encore plus élevé.⁵⁵ Il y a maintenant 2,8 millions de personnes déplacées dans le bassin du lac Tchad, dont 200 000 sont des réfugiés. Avec des ressources faibles et des capacités limitées, les Etats et la communauté humanitaire peinent à gérer la crise.

Les décisions politiques des gouvernements de la région n'ont pas toujours aidé les personnes déplacées. Les autorités ont encouragé les habitants à partir et à rester hors des territoires tenus par Boko Haram (où ils pourraient être une source de soutien volontaire ou forcé aux insurgés) mais se retrouvent démunies face aux immenses camps de personnes déplacées, craignant qu'ils ne se transforment en foyers de mécontentement.⁵⁶ En outre, selon certaines sources, des abus sexuels ont eu lieu dans ces camps, également propices aux trafics d'êtres humains.⁵⁷

Le projet initial du président Buhari d'encourager les personnes déplacées à retourner dans leurs régions d'origine a apparemment été abandonné, et le Nigéria semble se préparer à gérer un déplacement massif de long terme.⁵⁸ Le Cameroun ne tient guère à garder les réfugiés nigériens sur son territoire et fait pression pour un rapatriement rapide, au risque de les renvoyer dans des zones encore affectées par

⁵³ Rapport Afrique de Crisis Group N°208, *Niger : un autre maillon faible dans le Sahel ?*, 19 septembre 2013.

⁵⁴ Rapport Afrique de Crisis Group N°233, *Tchad : entre ambitions et fragilités*, 30 mars 2016.

⁵⁵ « Nigeria Security Tracker » (www.cfr.org). Voir aussi Higazi, « A conflict analysis », op. cit., p. 8.

⁵⁶ Entretiens de Crisis Group, responsables humanitaires nationaux et internationaux basés au Nigéria, au Cameroun et au Tchad, Abuja, février 2016, Yaoundé, février-mars 2016, N'Djaména, avril 2016.

⁵⁷ « Grim tales of rape, child trafficking in displaced persons camps », International Centre for Investigative Reporting, 29 janvier 2015. Cette information a été confirmée par un expert en droits humains. Courriel de Crisis Group, 7 avril 2016. L'agence nationale de gestion des crises du Nigéria (Nigeria's National Emergency Management Agency, NEMA) l'a cependant réfutée. « NEMA denies allegation of sexual abuse, others in IDP camps », *The Guardian* (Nigéria), 16 juillet 2015.

⁵⁸ « Boko Haram: It's about human lives, not territories », salkida.com, 16 février 2016.

l'insurrection ou en proie à la famine. Le Niger et le Tchad ont repoussé les réfugiés nigériens et leurs propres citoyens (il n'est pas toujours aisé de distinguer les uns des autres) loin des îles du lac Tchad, dominées par l'insurrection, parfois par la force, et tentent d'empêcher des retours. Les personnes déplacées, bloquées dans des camps souvent éloignés de leurs sources de revenus, ont peu de perspectives auxquelles se rattacher.

Déplacées ou non, 9,2 millions de personnes sur les vingt millions d'habitants des régions affectées ont besoin d'aide humanitaire. Près de la moitié sont en situation d'insécurité alimentaire, et dans l'état du Borno, 50 000 personnes sont au bord de la famine.⁵⁹ L'activité agricole est à l'arrêt alors que les zones rurales sont vidées de leurs habitants, que la circulation des biens et des personnes est difficile, et que les pluies ont été faibles. Tandis que de nombreux ruraux ont fui vers les centres urbains, beaucoup semblent être restés dans les campagnes, avec peu ou aucune liberté de circulation, tandis que la période de soudure se rapproche.⁶⁰ Un retour précipité dans les zones rurales sans les semences, outils et engrais nécessaires à la survie de tous n'améliorera pas la situation. A ce stade, si les populations rurales ne sont pas soutenues de façon appropriée par leurs gouvernements, elles risquent d'être laissées à la merci de Boko Haram, qui pourrait essayer de les approvisionner.

Du fait de la taille des zones concernées, de la situation sécuritaire, de l'intermittence de l'attention internationale et de la susceptibilité du Nigéria quand il est question d'implication externe, les organisations humanitaires peinent à augmenter leur activité.⁶¹ L'aide humanitaire est pourtant indispensable, alors que les interdictions frappant les activités économiques, qui semblent efficaces d'un point de vue militaire, risquent d'être maintenues. Même si les Etats se montraient prêts à mettre fin à ces restrictions, cela ne suffirait sans doute pas à produire une amélioration rapide des conditions de vie locales puisque de nombreux déplacés internes et réfugiés hésitent à prendre la route du retour, et les commerçants sont réticents à revenir sur les marchés. Qu'ils soient poussés vers les zones dangereuses qu'ils avaient fuies ou bloqués dans des camps insuffisamment approvisionnés et protégés, les déplacés représenteraient des cibles faciles dans une campagne de recrutement volontaire ou forcé de Boko Haram.⁶²

VII. Conclusion

Si la réponse militaire actuelle face à Boko Haram s'est faite plus convaincante, les Etats du bassin du lac Tchad doivent se garder de déclarer trop tôt leur « mission accomplie ». Même s'ils sont contraints d'abandonner toute prétention territoriale dans le Nord-Est du Nigéria et dans le bassin du lac Tchad, ou de renoncer à leur stratégie de guérilla, certains militants de Boko Haram chercheront sans doute à maintenir l'effort insurrectionnel sous une forme ou sous une autre, probablement celle d'attaques terroristes. Pour le Nigéria et ses voisins, la tâche n'en deviendra que plus

⁵⁹ « Lake Chad Basin Emergency: Humanitarian Needs and Response Overview 2016 », OCHA, janvier 2016.

⁶⁰ « Trade seen as key to return to normality in NE Nigeria », AFP, 13 mars 2016.

⁶¹ Entretiens de Crisis Group, diplomates et responsables humanitaires, Abuja, 16-19 février 2016.

⁶² Entretiens de Crisis Group, responsables humanitaires nationaux et internationaux basés au Tchad, N'Djaména, avril 2016.

compliquée. Au-delà de l'action militaire, les questions plus complexes de gouvernance et de développement doivent être abordées. Au cours de l'année qui vient, Crisis Group va analyser la régionalisation et la transformation de Boko Haram, ainsi que son impact social, ses stratégies de recrutement et de radicalisation, l'expérience des femmes, l'efficacité de la FMM et la coopération régionale.

Le sommet sur la sécurité régionale du 14 mai, deux ans après une première réunion à Paris, est l'occasion de consolider la coopération régionale et internationale et, de façon cruciale, d'évaluer les politiques actuelles du Nigéria et de ses partenaires. La note préparatoire du sommet souligne que les Etats du bassin du lac Tchad et leurs partenaires internationaux ont conscience des nombreuses étapes et initiatives nécessaires pour combattre Boko Haram, notamment la nécessité de rétablir la sécurité dans des régions périphériques et le long de frontières longtemps négligées, tout en respectant l'Etat de droit, en protégeant les victimes et en reconstruisant les infrastructures dans les zones affectées par l'insurrection afin que les déplacés internes et les réfugiés puissent retourner chez eux.⁶³ Toutes ces étapes sont importantes pour entraver la rébellion, mais le sommet devra aussi réfléchir à une stratégie pour prévenir l'émergence de nouvelles insurrections. Les politiques et initiatives mises sur pied devraient chercher à développer des stratégies et tactiques de prévention de conflit à long terme. Il s'agit notamment de :

- **Se concentrer sur les conséquences humanitaires du conflit.** La réponse aux conséquences humaines du conflit est demeurée terriblement sous-financée et insuffisante. Il est urgent de fournir plus d'aide, humanitaire et au développement, en donnant la priorité au retour rapide des déplacés internes et réfugiés pour reconstruire les économies locales, à condition bien sûr que la situation sécuritaire le permette. Les promesses d'assistance humanitaire doivent être concrétisées le plus rapidement possible, afin d'assurer l'accompagnement des déplacés à leur retour. La production agricole doit faire l'objet d'un soutien spécifique. Dans les interventions humanitaires comme dans les programmes de développement, les questions foncières et, en particulier, les relations entre les différentes communautés affectées, doivent faire l'objet d'une attention particulière. Boko Haram a, dans certaines régions, aggravé les tensions pré-existantes entre des communautés qui se disputaient des ressources peu abondantes.

Il ne s'agit pas seulement d'assurer la prise en charge et la protection des victimes. L'accompagnement des populations qui ont vécu, volontairement ou non, sous Boko Haram, doit être mis en place avec soin, en tenant compte notamment des besoins de réhabilitation ; certaines sont vulnérables d'un point de vue psychologique, social ou culturel. L'assistance humanitaire devra également inclure un soutien spécifique pour les femmes et les enfants.

- **Réformer la stratégie contre-insurrectionnelle étatique et paraétatique.** Le Nigéria et ses voisins ont mis en oeuvre une stratégie d'une violence extrême, souvent caractérisée par un manque de discernement, pour lutter contre Boko Haram. Les forces de sécurité et leurs supplétifs ont pu opérer en toute impunité. Si cette stratégie paraît gagnante militairement, elle risque d'être contre-

⁶³ Il s'agit cependant, comme un expert du développement l'a fait remarquer, d'une situation d'urgence humanitaire, dans laquelle de nouveaux investissements ne résoudront pas les importants défis liés à la gouvernance. Courriel de Crisis Group, expert du développement international, 26 avril 2016.

productive à plus long terme. Maintenant que Boko Haram semble sur la défensive, les autorités doivent établir un calendrier pour mettre fin à l'état d'urgence et assurer un retour à l'Etat de droit, notamment en encourageant les forces de sécurité à faire usage de la violence de manière plus différenciée.

- **Agir judicieusement avec les combattants capturés et les déserteurs.** Alors que les gouvernements de la région resserrent leur emprise sur les zones contrôlées par Boko Haram, ils doivent réfléchir au traitement à réserver aux combattants capturés et aux déserteurs afin de prévenir de nouveaux accès de violence et de nouveaux recrutements. S'ils sont pris en charge de façon appropriée, il devrait être possible d'obtenir de façon systématique, auprès de ces combattants, des informations cruciales sur l'insurrection et son processus de recrutement, y compris sur les profils de ses recrues et leurs motivations, et sur les schémas et le degré de radicalisation. Il est important d'éviter de partir du principe que toutes les recrues de Boko Haram sont des radicaux, au risque de provoquer de nouvelles tensions. Les gouvernements doivent aussi être prêts à entamer un dialogue, public ou en coulisses, avec les dirigeants de Boko Haram ouverts à un compromis.

La façon dont les gouvernements traiteront les idéologues de Boko Haram, et les distingueront de ceux qui ont rejoint le mouvement pour d'autres raisons, sera fondamentale. Une prise en charge appropriée des anciens combattants constituera un premier pas vers la prévention de nouveaux recrutements. Cela devra inclure la mise en place de conditions de détention adéquates, de programmes de dé-radicalisation et d'une assistance sur-mesure à leur réintégration au sein de leurs communautés. Bien que cela représente un défi plus grand encore dans des zones dévastées par l'insurrection, les procédures judiciaires devront être transparentes pour permettre la restauration de l'Etat de droit et de la crédibilité de l'Etat. Sans négliger la question des responsabilités pour les crimes graves ni leurs engagements internationaux, les gouvernements ne doivent pas exclure la possibilité de tendre la main aux dirigeants de Boko Haram prêts à négocier et devront également mettre en place des processus de réconciliation.

- **Renoncer à l'utilisation des groupes d'autodéfense.** Le CJTF et les autres forces régionales irrégulières ou d'autodéfense ont joué un rôle important dans la lutte contre Boko Haram, et le soutien gouvernemental dont ils ont bénéficié était justifié. Il est maintenant temps de réévaluer le recours à de tels groupes et d'envisager leur démobilisation, pour éviter les problèmes qu'ils pourraient causer à long terme, y compris les risques de violence locale et communautaire. Beaucoup de ces groupes pourraient tomber entre les mains de politiciens peu scrupuleux.
- **Réintroduire l'Etat.** Il est important de préparer le retour d'autorités plus fiables et transparentes, et notamment de forces de sécurité professionnelles, dans des régions qui en sont venues à ne plus faire confiance au gouvernement central. C'est une démarche essentielle pour affaiblir l'insurrection, en particulier dans les zones rurales, où la colère envers des Etats jugés plus prédateurs que protecteurs a été un facteur-clé de l'ascension de Boko Haram. Tandis que divers facteurs ont motivé l'insurrection, une insécurité structurelle domine la région du lac Tchad. Les gouvernements doivent rapidement s'employer à mettre fin à l'impunité, particulièrement celle des forces de sécurité, et à restaurer les services sociaux. Le lien entre sous-développement et radicalisation est complexe, et il est rarement utile d'étiqueter les activités de reconstruction ou de développement comme partici-

pant à la « dé-radicalisation » ou à la « prévention de la violence extrémiste ». ⁶⁴ Cela étant dit, un meilleur accès aux services pour les populations est essentiel pour rétablir la légitimité de l'Etat et éroder le soutien à des mouvements comme Boko Haram. Au-delà de la seule reconstruction des infrastructures, c'est un meilleur accès des populations à de véritables services publics qui aidera les Etats à retrouver leur légitimité.

Les Etats du bassin du lac Tchad ont été mis au défi par Boko Haram de trouver des moyens de coopérer. A certains niveaux, ils y sont parvenus, mais leur succès est avant tout militaire et tactique, et ne s'est pas fait sans frustrations et suspicions. Les dimensions positives doivent maintenant être étendues pour inclure les questions du traitement des prisonniers, du retour des réfugiés, de la prévention de la criminalité et du recrutement transfrontaliers. Le plus grand défi consistera à orienter cette coopération régionale vers la transformation des économies, et des économies politiques, dans les quatre pays du bassin du lac Tchad.

Dakar/Nairobi/Bruxelles, 4 mai 2016

⁶⁴ Rapport de Crisis Group, *Exploiter le chaos*, op. cit.

Annexe A: Carte du bassin du lac Tchad

